



Conception, fourniture, installation et configuration d'une infrastructure de virtualisation des serveurs.

Marché informatique

Code CPV 32571000-6 infrastructure de communication

Marché en procédure adaptée (MAPA)

Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Date de remise des offres : 13 juillet 2017 à 12h00

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris la Villette
144 avenue de Flandre
75019 PARIS

Ref MARCHE ENSAPLV/2017/06/01

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la conception, la fourniture, l'installation et la configuration d'une infrastructure complète de virtualisation des serveurs.

Le code CPV correspondant est le 32571000-6 Infrastructures de communication.

Le Titulaire devra assurer les prestations suivantes :

Conception, fourniture, installation, configuration et tests d'une infrastructure de virtualisation des serveurs permettant d'assurer une continuité des services hébergés.

Le titulaire assurera la migration des serveurs virtualisés et actuellement hébergés sur les deux infrastructures de virtualisation de l'Etablissement (RHEL et VMWARE).

Le titulaire procédera enfin à la reconfiguration ou réinstallation de l'actuelle plateforme VMware (production) en vue d'assurer un service de haute disponibilité et de reprise d'activité en cas d'incident d'exploitation.

L'ENSAPLV est éligible aux licences éducation et se réserve le droit d'acquérir directement des licences logicielles dans le cadre des marchés nationaux interministériels.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations attendues sont décrites au 2.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée (MAPA).

Il est soumis aux dispositions de L'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 3 – PERIODE D'EXECUTION DU MARCHÉ

La titulaire fournira les éléments de planning suivants tels que décrits au 2.2 du CCTP. L'exécution du marché débutera à réception, par le titulaire, de la lettre de début des prestations qui lui sera adressée par l'ENSA.

La date estimée de début des prestations est début septembre pour une finalisation fin novembre.

Phase	Délai d'exécution
Réunion d'initialisation	
Présentation de l'architecture cible	
Fourniture du document d'architecture technique (DAT)	
Livraison des éléments techniques et des licences	
Installation de la plateforme	
Transfert de l'existant	
Migration de la plateforme de production en PRA	

Le calendrier détaillé des prestations figure dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont indiquées ci-dessous par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction ou de différence entre ces documents, les pièces prévalent dans l'ordre dans lesquelles elles sont énumérées ci-dessous.

4.1 – Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement (Attri1)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le mémoire technique du titulaire (incluant le CV détaillé de l'ensemble des intervenants)
- La décomposition du prix forfaitaire (D.P.F.)

4.2 – Pièces générales

- - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de technologies de l'information et de la communication (C.C.A.G.-T.I.C.) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.

ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS

Le correspondant de l'ENSA Paris la Villette, chargé de l'exécution du présent marché, est le responsable informatique de l'Etablissement ou toute personne désignée par ce dernier.

Le Titulaire s'oblige à notifier au responsable informatique de l'ENSA ou à son représentant le nom, la qualité, et les fonctions du Chef de projet ayant qualité pour le représenter auprès de l'ENSA pour l'exécution du marché.

Les profils du chef de projet et des autres intervenants devront être conformes aux profils joints à l'offre du Titulaire.

Le chef de projet devra avoir impérativement autorité hiérarchique sur les intervenants du marché. Il sera le représentant qui participera au comité de suivi.

En cas de changement des intervenants, le titulaire devra en informer, 15 jours à l'avance (sauf cas de force majeure) le responsable informatique de l'ENSA ou son représentant. Il devra dans le même temps, proposer (par écrit) aux fins de validation, le nom, la qualité, les fonctions et les CV des nouveaux intervenants au responsable informatique de l'ENSA ou son représentant.

Le changement des intervenants sera réputé valable qu'après validation (par écrit) par responsable informatique de l'ENSA ou de son représentant de la proposition écrite du titulaire.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des prestations à accomplir au titre du présent marché. Il doit avoir recueilli auprès de l'ENSA tous les renseignements pouvant être donnés et nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des prestations du marché, sans aucun dommage pour lui.

Il ne saura se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante de tous les éléments décrits notamment dans le présent marché.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement des prestations.

Le Titulaire s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualité irréprochable.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENSA toute modification des normes en vigueur.

En cas de recourt à une sous-traitance le Titulaire en informera les correspondant de l'ENSA qui lui notifiera son accord ainsi que les modalités de règlement des prestations ainsi sous-traitées. Le sous-traitant devra communiquer les attestations de responsabilité prévues par la réglementation.

6.1 - Affectation de personnel qualifié

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par du personnel qualifié, répondant au niveau de compétence décrit lors de la remise de son offre (connaissances et expériences du secteur public). Il s'engage à soumettre une liste détaillée du personnel exécutant les prestations. Le représentant de l'ENSA se réserve la possibilité de récuser, à tout moment, certains des intervenants désignés par le Titulaire s'ils ne présentent pas le niveau de qualification requis. Le Titulaire doit alors procéder à leur remplacement.

6.2 - Obligation de résultat et de conseil

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat telle que définie au présent marché, en particulier pour la mise à disposition des fonctionnalités décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire a une obligation de conseil auprès de l'ENSA dans le cadre de l'exécution du présent marché ; il s'engage à informer le département informatique ou son représentant de toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi et/ou la garantie des prestations attendues.

6.3 – Confidentialité - Accès – sécurité

Pendant la durée du marché et après son échéance, le titulaire et son personnel sont soumis à une obligation de confidentialité conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC qui s'appliquent à toutes informations et connaissances liées aux études et au développement du projet dont le titulaire ou son personnel pourraient avoir connaissance durant l'exécution du marché.

Pendant leur séjour sur le site, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement.

Le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions légales et réglementaires françaises et européennes relatives à l'hygiène, à la santé au travail et à la sécurité, ainsi qu'aux mesures spécifiques imposées par l'ENSA et signifiées au Titulaire oralement ou par écrit.

6.4 – Sécurité informatique

Le personnel du Titulaire devra se conformer aux règles, usages et standards de l'ENSA, notamment en ce qui concerne la sécurité informatique. Les outils informatiques utilisés par le Titulaire du marché devront être validés par le responsable informatique de l'ENSA.

Le personnel du Titulaire ne devra utiliser les outils et services informatiques le cas échéant mis à sa disposition (serveurs, messagerie, Internet et services associés, etc.) que dans un but strictement professionnel et uniquement dans le cadre de sa mission à l'ENSA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra outrepasser les droits d'accès aux services informatiques que lui aura attribués l'ENSA.

La divulgation, à l'intérieur comme à l'extérieur, de toute information pouvant nuire aux intérêts de l'ENSA, ainsi que l'intrusion sur un système, la consultation ou la manipulation de données par un agent du Titulaire pourront donner lieu à l'exclusion immédiate de l'agent, à un dépôt de plainte par l'ENSA contre le Titulaire et à la résiliation du marché.

6.5 – Sanction et pénalités

En cas de non-respect par le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants des prescriptions exposées à l'article 6 et de manière générale, de la réglementation en vigueur, l'ENSA se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer à l'entreprise concernée, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions.

Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au présent marché.

En outre, le Titulaire encourt, en cas de non-respect par ses soins ou l'un de ses sous-traitants de la réglementation en vigueur ou des obligations figurant dans le plan de prévention, une pénalité forfaitaire de 500 € HT par infraction constatée et multipliée par le nombre de constat.

6.6 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation.

ARTICLE 6 – LIVRABLES

Le titulaire s'engage à fournir tous les livrables prévus au CCTP et au CCAP dans les délais conformément au planning notifié avec le marché sous format papier et électronique.

En l'espèce ; Dossier d'architecture technique, dossier d'exploitation pour chaque élément matériel ou logiciel, VABF, VSR.

Les dossiers d'exploitations sont spécifiquement rédigés pour l'ENSA Paris La Villette, ils permettent aux équipes internes de bénéficier des informations nécessaires et suffisamment documentées pour effectuer l'ensemble des tâches usuelles et exceptionnelles d'exploitation des éléments de la solution.

Le marché ne saurait être réputé exécuté en l'absence de l'ensemble des livrables.

ARTICLE 7 – MISE EN ORDRE DE MARCHÉ (MOM)

Les mises en ordre de marché (MOM) sont à la charge matérielle et financière du Titulaire.

Il est prévu une MOM de l'infrastructure de virtualisation, de la reprise des VM des anciennes architectures, de la migration de l'ancienne production vers un rôle de PRA.

Le Titulaire effectuera les mises en ordre de marché initiales en vue de la vérification d'aptitude (VA) des trois phases (déploiement de l'infrastructure, reprise des VM et mise en œuvre du site PRA) par l'ENSA, pour l'ensemble des fonctionnalités décrites au CCTP.

La mise en ordre de marche initiale devra être effectuée dans le délai fixé dans le calendrier global d'exécution des prestations établi par le titulaire dans son offre et au maximum 48 heures après le délai fixé au présent CCAP pour l'exécution de la phase correspondante (Cf. Article 3)

Les mises en ordre de marche initiales seront notifiées à l'ENSA par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen électronique. Le dépassement du délai entraîne une pénalité telle que prévue à l'article 9

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION et ADMISSION DE LA PRESTATION

L'ENSA dispose d'un délai de deux semaines pour vérifier les livrables remis par le Titulaire et prononcer leur admission ou leur rejet.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG-TIC, au cas où l'ENSA estimerait que les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point et ajournerait par voie de conséquence les prestations, le Titulaire disposerait d'un délai de 15 jours pour une nouvelle présentation des prestations sauf délai plus long indiqué dans la décision d'ajournement.

A chaque livraison des différents composants de la Solution et une fois la mise en ordre de marche de la Solution effectuée sur les environnements concernés, tels que définis dans le CCTP, ainsi qu'à l'issue de chaque nouvelle livraison de phase, l'ENSA procède aux opérations de vérification de la Solution.

Les contrôles et vérifications prévus aux présentes, ont pour but de vérifier que le paramétrage de la Solution, ainsi que l'exécution des prestations sont conformes au CCTP.

Les opérations de vérifications porteront, de manière générale, sur les éléments décrits au CCTP et seront effectuées par les représentants de l'ENSA en présence du Titulaire à compter de la mise en ordre de marche correspondante. Elles dureront jusqu'à la date prévue pour la prononciation de la vérification d'aptitude correspondante, conformément au calendrier d'exécution des prestations.

8.1 – Vérification d'aptitude (VA)

Les opérations de vérifications porteront, de manière générale, sur les éléments décrits au CCTP et seront effectuées par les représentants de l'ENSA en présence du Titulaire à compter de la mise en ordre de marche correspondante.

Elles dureront jusqu'à la date prévue pour la prononciation de la vérification d'aptitude correspondante, conformément au calendrier d'exécution des prestations (Cf. Article 3).

Les vérifications ont pour but de constater que la Solution livrée, prête à être mise en service opérationnel, présente les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui la rendent apte à remplir le besoin défini dans le CCTP.

L'ENSA dispose d'un délai de 3 semaines à compter du procès-verbal de mise en ordre de marche pour effectuer les vérifications d'aptitude susmentionnées.

L'ENSA effectuera les tests et contrôles en vue de la prononciation de la vérification d'aptitude de la Solution.

L'ENSA se réserve la possibilité d'ajourner la Vérification d'Aptitude en cas d'anomalie bloquante ou majeure.

Si aucune anomalie n'est constatée au terme de ces 3 semaines, un procès-verbal de vérification d'aptitude sera dressé.

Si les vérifications révèlent des anomalies mineures, la vérification d'aptitude pourra être prononcée avec réserves, à charge pour le Titulaire de lever ces réserves au plus tard lors de la prononciation de la Vérification de Service Régulier.

Si les vérifications révèlent une ou plusieurs anomalies bloquantes ou majeures :

- Notification est faite au Titulaire, de façon exhaustive et détaillée, des dysfonctionnements constatés ainsi que de la décision d'ajournement de la prestation, laquelle est remise à disposition du Titulaire pour amélioration en vue d'une deuxième présentation, dans des délais à fixer d'un commun accord, qui ne sauraient excéder 15 jours ouvrés.
- A compter de la notification par le Titulaire de la nouvelle mise en ordre de marche, l'ENSA dispose d'un délai maximum de deux mois pour prononcer ou ajourner la vérification d'aptitude.
- Au cas où ce deuxième essai révélerait à nouveau une anomalie bloquante ou majeure, le Titulaire devra remettre la Solution à disposition pour une troisième présentation.
- A compter de cette nouvelle date de mise en ordre de marche, l'ENSA dispose du même délai que ci-dessus pour prononcer ou ajourner la vérification d'aptitude.
- Après ce troisième essai, et en cas d'anomalie bloquante ou majeure, l'ENSA met le Titulaire en demeure de corriger les défauts constatés dans un délai de 10 jours calendaires.
- A l'issue de ce délai et si cette mise en demeure est restée infructueuse, l'ENSA se réserve la possibilité :
 - Soit d'appliquer des pénalités de retard d'un montant de 500€ HT/jour (en regard du calendrier soumis par le titulaire lors de sa remise d'offre)
 - Soit de pratiquer une réfaction sur le prix, cette réfaction s'effectuant par valorisation des prestations jugées inutilisables. En cas de désaccord des parties sur le montant de la réfaction, il sera procédé à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

8-2 – Vérification de service régulier (VSR)

Le délai imparti à l'ENSA pour constater la régularité du service, est de trois mois à compter de la date de prononciation de la VA.

Pendant la période de Vérification de Service Régulier ainsi définie, le Titulaire est tenu d'intervenir dans les conditions fixées à l'article 9 du présent CCAP sur tous les défauts de fonctionnement qui lui auront été signalés, et ce sous peine de l'application des pénalités de retard visées à l'article 10 du présent marché. Il devra également, le cas échéant, corriger les anomalies mineures ayant fait l'objet de réserves lors de la (ou des) vérification(s) d'aptitude, sous peine d'une non prononciation de la vérification de service régulier.

Si, à la fin de la période définie ci-dessus, il n'est constaté aucun dysfonctionnement et que la Solution est conforme aux spécificités du CCTP, l'ENSA prononce la vérification de service régulier ; un procès-verbal est alors établi.

Si, à la fin de la période de service régulier ci-avant définie, les conditions de qualité ne sont pas atteintes :

- le Titulaire est tenu de procéder aux corrections nécessaires ;

- deux nouvelles périodes de 15 jours ouvrés chacune commencent à courir, à compter de la fin de la période d'observation de service régulier précédente, dans les mêmes conditions que la précédente, les mêmes pénalités s'appliquant (500 € HT/jour).

A l'issue de la deuxième période d'un mois, et en cas d'insatisfaction persistante, l'ENSA met le Titulaire en demeure de corriger les défauts constatés dans les 10 (dix) jours calendaires.

A l'issue de ce délai, et si cette mise en demeure est restée infructueuse, l'ENSA se réserve les possibilités suivantes :

- soit le rejet de tout ou partie de la Solution. Les composants rejetés devront être corrigés dans un délai à convenir entre les parties, compte tenu des besoins de l'ENSA,
- soit la refaction sur le prix,
- soit l'application des pénalités de retard prévues à l'article 10.

Le transfert des risques de la Solution est réalisé à la prononciation de la Vérification de Service Régulier.

ARTICLE 9 – GARANTIES

Outre la garantie légale qui oblige le Titulaire à garantir l'ENSA contre toutes les conséquences des défauts ou vices de la Solution, le Titulaire s'engage à assurer ou à faire assurer, à ses frais le suivi puis la garantie de la Solution mise en œuvre depuis la mise en ordre de marche jusqu'à l'issue de la période de garantie.

Le suivi puis la garantie de la Solution lors de la mise en œuvre couvrent tout dysfonctionnement de la Solution par rapport aux spécifications validées ainsi que les frais de déplacement éventuels du personnel occasionnés à cet effet et les frais générés par la présence de ce personnel sur le site, suite aux défauts constatés.

Trois degrés de gravité caractérisent les anomalies susceptibles d'être rencontrées :

- **Anomalie bloquante** : anomalie rendant impossible la poursuite du travail et privant l'utilisateur d'une ou plusieurs fonctionnalités indispensables à la réalisation de sa mission,
- **Anomalie majeure** : anomalie grave n'empêchant pas la poursuite du processus,
- **Anomalie mineure** : ce sont toutes les autres anomalies.

Modalités d'exécution du suivi et de la garantie :

Depuis la mise en ordre de marche et jusqu'à la prononciation de la Vérification de Service Régulier (suivi) et pendant une durée de 6 mois à compter de la date de prononciation de la Vérification de Service Régulier (garantie) :

- Le Titulaire se tient à la disposition de l'ENSA pour recueillir les anomalies (une adresse de courriel électronique est transmise à cette fin).
- A compter du signalement de l'anomalie par l'ENSA, le Titulaire s'engage à corriger l'anomalie ou à fournir une solution de contournement acceptable dans un délai de 8 (huit) heures ouvrées en cas d'anomalie bloquante, de 2 (deux) jours ouvrés en cas d'anomalie majeure (solution de contournement sous 12 heures ouvrées) et de 4 (quatre) jours ouvrés en cas d'anomalie mineure. Toutefois, à l'issue de la période de garantie toutes les anomalies devront être corrigées.

- En cas d'impossibilité de corriger une anomalie bloquante dans les délais précités, une solution provisoire de contournement pourra être mise en œuvre sur l'accord de l'ENSA. Toutefois, cette action ne dispense en aucune façon le titulaire de corriger effectivement l'anomalie dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés.

- La résolution de ces anomalies peut, ou non, nécessiter l'intervention sur place d'un consultant du Titulaire.
- Les retards dans la prise en charge ou dans la résolution des incidents entraîneront l'application des pénalités de retard telles que visées à l'article 10 du présent marché.

La responsabilité du Titulaire est notamment exclue en cas :

- d'anomalies non imputables à la Solution développée au titre du présent marché,
- de modifications éventuelles de l'environnement matériel ou du système d'exploitation non validés par le Titulaire,
- de mauvais fonctionnements d'adjonctions ou de dispositifs non agréés par le Titulaire,
- de défaillances ou de variations de courant électrique ou du réseau de télécommunication, de défaillances ayant pour origine l'utilisation d'un logiciel non expressément couvert par le présent marché.

ARTICLE 10 – PENALITES

10.1 - Pénalités applicables en cas de retard dans la remise du document d'architecture technique (DAT), dans les mises en ordre de marche

Lorsque les délais tels que fixés au calendrier d'exécution des prestations, sont dépassés du fait du Titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard, l'application d'une pénalité égale à 500 Euros TTC.

Lorsque les délais contractuels de mise en ordre de marche, tels que fixés au calendrier d'exécution des prestations, sont dépassés du fait du Titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard, l'application d'une pénalité égale à 500 Euros TTC.

Ces pénalités s'appliquant à compter de la date contractuelle de mise en ordre de marche jusqu'au jour de la mise en ordre de marche.

10.2 - Pénalités applicables en cas d'indisponibilité de la Solution durant la période allant de la mise en ordre de marche jusqu'à la V.S.R. et durant la période de garantie

Des pénalités seront également applicables dans les cas suivants :

- en cas d'insuccès des opérations de vérification aboutissant au rejet de la vérification d'aptitude,
- en cas de non correction dans les délais contractuels des dysfonctionnements signalés pendant la période de vérification d'aptitude et pendant la période de vérification de service régulier,
- en cas de non correction dans les délais contractuels des dysfonctionnements signalés pendant la période de garantie.

Ces pénalités seront appliquées de la façon suivante :

10.2.1 - Insuccès de la vérification d'aptitude

En cas d'insuccès de la vérification d'aptitude à l'échéance des délais prévus à l'article 3 et au calendrier détaillé établi par le titulaire, et pour chaque ajournement, le Titulaire encourra la pénalité de 800 €, par jour calendaire de retard à compter de la date de décision d'ajournement jusqu'au jour de la mise en ordre de marche effective ou jusqu'au jour de la résiliation.

10.2.2 - Dysfonctionnements pendant la période de vérification de service régulier

Tout dysfonctionnement signalé au Titulaire pendant la période de vérification de service régulier non corrigé dans les délais prévus, entraînera application d'une pénalité calculée sur la base d'un montant forfaitaire de :

- 20 € par heure de retard pour les anomalies majeures pour lesquelles le délai d'intervention est en heure,
- 100 € par jour de retard pour les anomalies majeures pour lesquelles le délai d'intervention est en jour,
- 100 € par heure de retard pour les anomalies bloquantes.

Ce montant s'applique dès que le délai est dépassé, ce délai commençant à courir au moment auquel le défaut de fonctionnement aura été signalé, jusqu'au jour et heure de l'intervention, ou jusqu'au jour de la résolution du marché, selon le cas.

10.2.3 - Dysfonctionnements pendant la période de garantie

En cas de dysfonctionnements pendant la période de garantie ou de maintenance, les pénalités applicables sont les suivantes :

- 30 € par heure de retard pour les anomalies majeures,
- 150 € par jour de retard pour les anomalies majeures pour lesquelles le délai d'intervention est en jour,
- 150 € par heure de retard pour les anomalies bloquantes.

10.3 - Modalités concernant les pénalités

Les pénalités prévues aux articles 13.1, 13.2.1, 13.2.2, 13.2.3 et 13.3 sont cumulables. Toutefois, leur montant total est plafonné à 20 % du montant forfaitaire du marché.

Les pénalités font l'objet d'une déduction du montant dû au titre du marché ou l'émission d'un titre de paiement au profit de l'ENSA

Tout retard ou ajournement entraînant un glissement de tout ou partie du calendrier restant à courir sera pénalisé au titre du retard ou de l'ajournement initialement constaté, sans que ce glissement ne puisse donner lieu à cumul de pénalités pour les retards en chaîne ainsi occasionnés.

Les pénalités prévues au présent CCAP ne sont pas applicables si elles sont imputables à l'ENSA.

ARTICLE 11_ MODALITES DE REGLEMENT

11.1 – Forme des prix

Les prix sont fermes.

11.2 – Modalités de versement

30% du prix du marché sera versé après la livraison du matériel, 40% après la prononciation de la vérification d'aptitude (VA), 30% après la prononciation de la vérification de service régulier (VSR). Le titulaire adressera ses factures selon les modalités précisées à l'article 12 du présent CCTP.

11.3 – Avance

Conformément à l'article 110 du décret du 25 mars 2016, une avance de 5% peut être accordée au titulaire du marché. Le titulaire peut renoncer à cette avance dans l'acte d'engagement.

11.4 – Accompte

Aucun acompte ne sera versé au titulaire.

11.5 – Retenue de Garantie.

Une retenue de garantie de 5% sera constituée dans les conditions prévues à l'article 122 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Elle sera reversée au titulaire du marché dans un délai de 1 an après la prononciation de la VSR.

ARTICLE 12_ MODALITES DE FACTURATION ET DEMATERIALISATION DES FACTURES ;

Le titulaire adressera ses factures via le système de facturation dématérialisé Chorus Pro.

ARTICLE 13_ REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différends entre les parties, un règlement à l'amiable sera examiné par le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire. Cette démarche s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 47 du CCAG TIC.

ARTICLE 14_ RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE ;

14.1 – Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin aux prestations prévues au marché selon les articles 39 à 43 du CCAG-TIC.

14.2 – Exécution aux frais et risques du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire, l'ENSAPLV se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par une autre entreprise dans les conditions fixées à l'article 46 du CCAG-TIC.

ARTICLE 15_ ARTICLES DU CCAG TIC AUXQUELS IL EST FAIT DEROGATION

Articles du CCAG TIC auxquels le CCAP déroge	Articles du CCAG mentionnant la dérogation
Article 28-1	Article 8